EMPLOI ET CHOMAGE DANS LA RECESSION

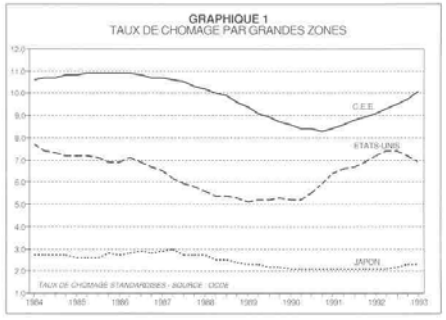
Le nombre de chômeurs recensés dans les pays de l'OCDE s'élève à 33 millions de personnes au premier semestre de 1993 : la CEE en compte 16 millions, les Etats-Unis et le Canada plus de 10, le Japon moins de 2. Ces chiffres sont très supérieurs à ce qu'ils étaient au début de 1990, et ils rejoignent voire dépassent les niveaux de 1986. Autrement dit, les effets positifs sur l'emploi de la reprise de la fin des années quatre-vingt ont été en grande partie annulés durant les trois premières années de la décennie quatre-vingt-dix (voir graphiques 1 et 2). L'objet de cet article est de préciser ce constat global en présentant un rapide panorama de l'évolution de l'emploi et du chômage dans les principaux pays développés, à partir des données les plus récentes de l'OCDE.

Cette approche, qui cherche à décrire le comportement de l'emploi au cours du cycle récent, doit justement prendre en compte le fait que le cycle présente un profil assez nettement différencié selon les pays ; les comparaisons internationales risqueraient en effet d'être faussées dans le cas où l'on ne tiendrait pas suffisamment compte de ces décalages. Ce travail est lourd et ne peut être mené à son terme qu'avec un recul suffisant. C'est pourquoi on a retenu ici un compromis consistant à repérer des points de retournement moyens qui sont les premiers semestres de 1986 et 1990.

Taux de chômage : retour à la case départ

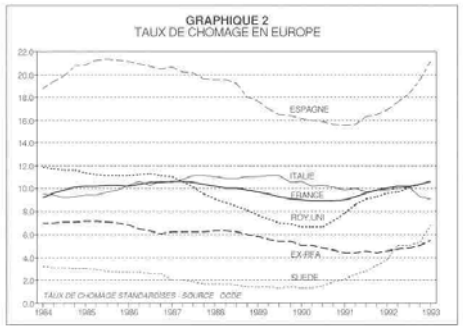
En 1986, tous les grands pays se situent en effet à un point bas ou moyen de la conjoncture et la période 1986-1990 est de manière assez uniforme une période de reprise et de retour à des taux de croissance plus soutenus - et donc aussi de baisse du taux de chômage. Le retournement intervient dans la première moitié de l'année 1990 aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, puis en France dans la seconde moitié de l'année. Mais ce retournement - ou ce ralentissement - se fera sentir plus tardivement, dans la première moitié de l'année 1992, dans d'autres pays comme l'Allemagne, l'Italie ou le Japon. Cependant la période 1990-1993 peut globalement être caractérisée par un freinage marqué de l'économie mondiale, voire de récession dans la plupart des cas. Le tableau 1 résume les principales évolutions correspondant à ces deux sous-périodes.

GRAPHIQUE 1
TAUX DE CHOMAGE PAR GRANDES ZONES



Le trait frappant de cette évolution est que le taux de chômage calculé sur l'ensemble des pays de l'OCDE retrouve en 1993 un niveau équivalent à celui de 1986, après avoir baissé plus ou moins nettement entre 1986 et 1990. S'il y a eu augmentation du nombre total de chômeurs, elle renvoie surtout à la hausse de la population active. Apparemment donc, on pourrait conclure à l'existence de cycles fluctuant autour d'une tendance de moyen terme où le taux de chômage resterait à peu près constant. Mais un examen plus approfondi fait apparaître un éventail de situations dont l'examen détaillé contredit cette première impression.

GRAPHIQUE 2
TAUX DE CHOMAGE EN EUROPE



La fin des exceptions

Il n'est pas inutile de commencer par mettre en évidence les évolutions particulièrement défavorables à l'emploi que connaissent certains pays. C'est sans doute l'une des caractéristiques de la période actuelle que d'assister à une très brutale montée du chômage dans des pays qui étaient jusqu'alors présentés comme des exceptions ou des modèles. La Suisse a ainsi vu son taux de chômage passer de 0,5 % à 4,6 % entre 1990 et 1993 ; on peut dire qu'elle devient le symbole de la généralisation du chômage. Dans le même temps, la Suède voit son taux de chômage passer de 2 à plus de 7 %, et le nombre des chômeurs multiplié par quatre. Le taux de chômage de l'Autriche atteint 4,8 %, celui de la Norvège 5,7 %.

Dans le même ordre d'idées, on peut signaler la montée particulièrement vive du nombre de chômeurs dans les pays de l'OCDE qui ne font pas partie de la Triade (Etats-Unis, Japon, CEE). Sur les 3 millions de chômeurs supplémentaires entre 1986 et 1993, plus des deux tiers proviennent de ces pays : Turquie, Canada, Australie, Suède, Finlande, etc...

Tableau 1
Le chômage dans les pays de l'OCDE entre 1986 et 1993

	NOMBRE DE CHOMEURS				TAUX DE CHOMAGE			
	Premier semestre			Var.	Premier semestre			Var.
	1986	1990	1993	93-86	1986	1980	1993	93-86
OCDE	30,1	24,6	33,1	+3,0	8,1	6,3	8,2	+0,1
G7	21,8	17,3	22,7	+0,9	7,4	5,6	7,2	-0,2
Etats-Unis	8,3	6,6	8,9	+0,6	7,1	5,3	7,0	-0,1
Japon	1,6	1,3	1,6	+0,0	2,7	2,1	2,4	-0,3
CEE	15,9	12,8	16,2	+0,3	11,3	8,7	11,0	-0,3
France	2,5	2,2	2,7	+0,2	10,3	8,9	10,8	+0,5
ex-RFA	2,3	1,9	2,4	+0,1	7,8	6,4	7,5	+0,3
Roy-Uni	3,3	1,6	3,0	-0,3	11,9	5,6	10,7	-1,2
Italie	2,6	2,7	2,6	0,0	11,1	11,3	10,8	-0,3
Espagne *	3,0	2,4	3,4	+0,4	21,0	16,3	22,5	+1,5
Pays-Bas *	0,6	0,5	0,6	0,0	9,9	7,5	8,5	-1,4
Suède	0,1	0,1	0,3	+0,2	2,2	2,0	7,3	+5,1

*Données portant sur l'ensemble de l'année

Nombre de chômeurs en millions, taux de chômage en %

Source : OCDE, *Perspectives économiques* n° 53, juin 1993.

Zones et pays face à la récession

Si l'on considère maintenant les évolutions du taux de chômage dans les trois grandes zones de la Triade, on constate une nouvelle fois la particulière gravité du problème du chômage dans la CEE. Le taux de chômage y est plus élevé, et l'OCDE prévoit une accentuation de la tendance au moins jusqu'à la seconde moitié de 1994 ; plus grave sans doute, le taux de chômage retrouve le maximum enregistré en 1985-1986. Il en va différemment aux Etats-Unis où le taux de chômage a monté assez rapidement au cours des trois dernières années, sans toutefois retrouver le sommet enregistré lors de la récession de 1982. Enfin, le Japon continue à bénéficier d'un taux de chômage oscillant entre 2 et 3 %. Au premier semestre de 1993, le Japon se situe au milieu de cette fourchette.

Un examen plus détaillé des quatre principaux pays européens est donc nécessaire, afin de mieux faire apparaître les spécificités communautaires. La gravité du cas français est sous-estimée par les données provisoires de l'OCDE. Les sources nationales montrent au fil des mois que l'économie française n'est pas encore sortie de la récession, ni de la vague de licenciements ; les dernières prévisions disponibles dessinent une aggravation qui porterait le taux de chômage à un niveau nettement supérieur à celui du dernier sommet atteint au début de 1987.

L'Allemagne présente évidemment une situation particulière depuis la réunification ; le chômage allemand pris globalement croît de manière très rapide, puisqu'il est passé d'un peu moins de deux millions à près de quatre entre 1991 et 1993. Le taux de chômage dépasse maintenant les 10 % pour l'ensemble du pays.

Le Royaume-Uni se caractérise par d'énormes fluctuations du nombre de chômeurs, puisque ce dernier a été divisé par deux entre 1986 et 1990, le taux de chômage tombant de 11,9 à 5,6 %. Depuis, la récession a annulé cette amélioration : le nombre de chômeurs a augmenté de 1,4 millions en trois ans, et le taux de chômage est remonté à 10,7 % pour amorcer une légère baisse au premier semestre 1993.

En contraste absolu, l'Italie réussit à maintenir son nombre de chômeurs à un niveau quasiment stable de 2,7 millions, tandis que le taux de chômage reste voisin de 11 %. L'opposition entre ces deux derniers pays illustre parfaitement l'importance des régulations nationales, même si l'ampleur de la récession au Royaume-Uni et le décalage des cycles expliquent en partie ces énormes différences.

Population active et flexion d'activité

S'ils s'opposent du point de vue de l'ampleur des fluctuations, ces deux derniers pays se rapprochent en raison du rôle évident joué par les fluctuations de la population active dans les ajustements emploi-chômage. Durant l'ensemble de la récession, c'est-à-dire sur les trois années pleines 1990-91-92 la population active britannique a ainsi reculé de 600 000 personnes, de telle sorte que la suppression de deux millions d'emplois a conduit "seulement" à 1,35 million de chômeurs supplémentaires. En Italie, 460 000 emplois ont été supprimés entre les premiers semestres de 1992 et 1993, mais la population active a baissé encore plus, de telle sorte que le chômage a reculé de 100 000 personnes. Dans l'ensemble des autres pays, en revanche, la population active continue à augmenter durant le cycle. Le tableau 2 présente, pour chacun des six grands pays, un bilan de ces évolutions entre le semestre d'entrée en récession et celui de la reprise (ou, à défaut, le dernier semestre connu).

Tableau 2
Emploi et population active dans le cycle

FRANCE	90.2	93.1	Variation
Emploi	22599	22312	- 287
Chômage	2200	2715	+ 515
Pop. activ	24799	25027	+ 228
RFA	92.1	93.1	Variation
Emploi	29454	29128	- 326
Chômage	1736	2353	+ 617
Pop. activ	31190	31481	+ 291
ROY.-UNI	90.2	92.2	Variation
Emploi	26903	24913	- 1990
Chômage	1605	29.56	+ 1351
Pop. activ	28508	27869	- 639
ITALIE	92.1	93.1	Variation
Emploi	21476	21014	- 462
Chômage	2657	2552	- 105
Pop. activ	24133	23566	- 567
ETATS-UNIS	90.1	91.2	Variation
Emploi	118147	116834	- 1313
Chômage	6561	8611	+ 2050
Pop. activ	124708	125445	+ 737
JAPON	91.1	93.1	Variation
Emploi	63487	64794	+ 1307
Chômage	1335	1619	+ 284
Pop. activ	64822	66413	+ 1591

Source : OCDE — En milliers
90.1 : premier semestre de 1990

Ce résultat suggère un examen rapide du rôle joué par la flexibilité de la population active dans la détermination du chômage, souvent appelé effet de flexion. Dans les périodes de créations d'emplois, la population active voit ses rangs se gonfler de demandeurs d'emploi jusque là dissuadés de se présenter sur le marché du travail. En sens inverse, dans les phases de basse conjoncture, un certain nombre de demandeurs peuvent renoncer à chercher un emploi et disparaître ainsi de la population active.

Pour repérer ce type de comportements, on a testé un petit modèle où l'écart de la population active à sa tendance est fonction du taux de croissance de l'emploi au cours des deux derniers semestres. Ce modèle est validé dans tous les pays et permet de calculer de combien augmente (ou diminue) le nombre de chômeurs pour cent suppressions (ou créations) d'emplois, compte tenu de cet effet de flexion qui fait obstacle à une répercussion intégrale des mouvements conjoncturels de l'emploi sur ceux du chômage. Ces résultats sont qualitativement solides, mais dépendent néanmoins de la manière dont on définit la population active tendancielle supposée obéir à d'autres déterminants que l'état du marché du travail. Ils permettent cependant de distinguer assez nettement les pays (voir tableau 3).

Tableau 3
Flexion de l'activité

Nombre de chômeurs créés pour cent emplois supprimés.

Japon	49
Italie	62
Etat-Unis	66
Royaume-Uni	73
ex-RFA	77
France	88

L'effet de flexion est très fort au Japon et le devient aux Etats-Unis et en Italie : dans ces deux derniers pays en effet, la flexion joue un rôle accru dans le passage de l'emploi au chômage au cours du dernier cycle. Cet effet est présent mais de manière moins prononcée en RFA et au Royaume-Uni. Il reste relativement faible en France.

L'emploi et la productivité

C'est évidemment la question essentielle : cette récession a-t-elle été particulièrement coûteuse en emplois ? Peut-on parler d'une relative rigidité à la baisse de la productivité qui rendrait compte d'une évolution particulièrement rigoureuse des effectifs ?

Pour apporter des éléments de réponse quantifiés à ces questions, et essayer de repérer les spécificités du cycle actuel, on a eu recours à une modélisation simple et à un dispositif analytique facilement manipulable. On a, pour chacun des six grands pays, estimé une équation simple sur la période 1980-1989 que l'on a ensuite utilisée pour "prévoir" l'évolution de l'emploi entre 1990 et 1993. On a ensuite comparé cette évolution simulée à l'évolution observée ainsi qu'aux résultats d'une seconde équation estimée cette fois sur l'ensemble de la période 1980-1993.

La formulation est simple : l'emploi dépend du PIB, de l'emploi du semestre précédent, et enfin du temps, censé représenter la productivité tendancielle. Cette spécification est le moyen le plus simple dont on dispose pour décomposer les évolutions tendancielles et la productivité. Les principaux résultats d'estimation sont consignés dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4
Estimations économètriques sur l'emploi

	Producttivité tendancielle		Vitesse d'ajustement		Précision de l'estimation	
	I	II	I	II	I	II
France	1,6 %	1,9 %	0,17	0,27	0,27 %	0,28 %
RFA	1,2 %	1,4 %	0,26	0,39	0,30 %	0,33 %
Italie	1,3 %	1,8 %	0,27	0,38	0,34 %	0,56 %
Roy.-Uni	2,1 %	2,0 %	0,15	0,24	0,48 %	0,53 %
Etats-Unis	0,9 %	0,9 %	0,49	0,47	0,39%	0,35 %
Japon	2,5 %	2,5 %	0,10	0,11	0,32 %	0,29 %

I Estimation semestrielle 1980.2 1989.2

II Estimation semestrielle 1980.2 1993.1

Les résultats obtenus montrent que les productivités tendancielles sur la période 1980-1989 se situent à des niveaux relativement peu élevés allant de 0,9 % par an aux Etats-Unis à 2,5 % par an au Japon. Les vitesses d'ajustement dessinent autour de cette productivité tendancielle un cycle de productivité d'autant moins marqué que cette vitesse est élevée ; égale

à 1, elle signifierait un ajustement instantané de l'emploi aux mouvements de la production, la productivité restant toujours égale à la productivité tendancielle. Inférieure à 1, elle implique que l'effet d'une variation de la production ne se communique pas instantanément aux variations de l'emploi, mais se voit modulé par les fluctuations de la productivité. Ces relations sont assez frustes mais leur précision est relativement satisfaisante, puisque l'erreur moyenne sur l'emploi est de l'ordre de 3 à 5 dixièmes de point ; tous les coefficients ont par ailleurs une bonne significativité.

Le lien entre PIB et emploi n'est donc pas aussi distendu qu'on le dit parfois, comme l'attestent les simulations regroupées sur la figure 1. Sur ces graphiques, il faut bien distinguer les deux sous-périodes. Entre 1980 et 1989, période d'estimation des équations, on peut apprécier la manière satisfaisante dont l'évolution observée est restituée à partir d'une simulation dynamique où l'équation ne prend que le PIB comme donnée mais effectue les calculs sur les valeurs estimées pour ce qui est de l'emploi. A partir de 1989, il s'agit de "prévisions" obtenues en faisant fonctionner les équations au-delà de leur période d'estimation, à partir des évolutions observées du PIB.

Un résultat important apparaît immédiatement : dans certains pays, l'évolution effective de l'emploi s'écarte de manière significative de la simulation. Mais pas dans tous : aux Etats-Unis et au Japon, les "prévisions" sont de bonne qualité. Ainsi, l'équation des Etats-Unis calcule 118,47 millions d'emplois pour le premier trimestre de 1993, contre 118,02 : l'erreur est de 0,4 %, et se situe exactement dans les performances moyennes de l'équation. Il en va de même pour le Japon. L'Italie représente un cas un peu différent : l'équation n'est pas très bonne (ce qui reflète sans doute en partie le flou des statistiques italiennes sur l'emploi, qui viennent d'ailleurs d'être remaniées) mais on ne peut pas conclure à une modification de comportement.

Il en va tout autrement pour les trois autres pays où l'emploi observé se situe bien en-dessous de l'emploi simulé, dans une proportion qui, pour le premier semestre de 1993, atteint 4,4 % au Royaume-Uni, 2,8 % en France et 2 % dans l'ex-RFA. Ces écarts sont suffisamment importants pour se dispenser de tests plus sophistiqués. La conclusion est donc la suivante : le cycle récessif du début des années quatre-vingt-dix s'est accompagné d'une rupture de comportement défavorable à l'emploi. On peut le vérifier en examinant la seconde simulation réalisée cette fois sur l'ensemble de la période 1980-1993, et qui rend compte de manière satisfaisante des fluctuations de l'emploi.

S'il est difficile de faire "à chaud" la part de ce qui peut être imputé à un ajustement plus rapide des effectifs et à un accroissement de productivité tendancielle, on peut ici porter un premier diagnostic en comparant les coefficients des équations estimées sur les deux périodes. Le tableau 3 confirme l'interprétation graphique. Les équations pour le Japon et les Etats-Unis sont parfaitement stables, que ce soit du point de vue de la vitesse d'ajustement et de la productivité tendancielle. Dans le cas européen, il en va bien différemment : dans les quatre pays étudiés, le délai moyen d'ajustement de l'emploi est réduit de manière significative, de plus de 40 %. La productivité tendancielle gagne quelques dixièmes de points en France, en RFA et au Royaume-Uni, ce qui est à la limite de la significativité mais confirme la tendance vers un durcissement du passage de la production à l'emploi.

Ce premier tour d'horizon conduit donc à quelques conclusions claires, dont les plus importantes sont sans doute les suivantes. La reprise de la fin des années quatre-vingt ne marquait pas, comme on a pu le penser à l'époque, le retour à une croissance plus soutenue qui aurait été le fruit des politiques d'ajustement et de soutien de l'offre menées un peu partout durant la décennie. C'était au contraire la phase ascendante d'un cycle, dont le versant récessif a fait disparaître intégralement l'amélioration du taux de chômage, entraînant même les petits pays jusque là abrités dans la crise de l'emploi. Aux Etats-Unis et au Japon, ce cycle a, du point de vue de l'emploi, montré la stabilité du lien croissance-emploi. En revanche, en Europe, le cycle récessif du début des années quatre-vingt-dix a détruit plus d'emplois que n'aurait pu le faire prévoir le simple prolongement des comportements antérieurs : même si une relation de causalité est difficile à établir, la simultanéité de cette inflexion avec l'entrée dans la phase de "convergence" européenne doit évidemment être soulignée.

Michel Husson

Figure 1
Simulations de l'emploi

